

Les îles Fidji en 2017

49 pays sont classés par la Convention des Nations Unies comme étant les plus pauvres et bénéficient d'une considération spéciale du fait de leur **extrême vulnérabilité** et de leurs **faibles capacités à répondre aux changements climatiques**. Très peu émetteurs de GES, ils veulent adopter un autre modèle de développement que celui, très polluant, des pays industrialisés. **Parmi ces pays vulnérables, l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS en Anglais) sont parmi les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques.** Fondée en 1990, c'est une coalition de 43 pays à faible élévation côtière et de petites îles (1% de la population mondiale), particulièrement vulnérables à la montée du niveau de la mer. C'est l'ensemble des pays en première ligne face aux effets du changement climatique : Maldives, Haïti, Kiribati, Tuvalu... et Fidji. **Cette alliance se fait entendre depuis Copenhague et pousse pour les positions les plus radicales dans les négociations climat : pour un accord contraignant, pour la mise en place d'un fonds d'indemnisation des dégâts liés au réchauffement climatique, d'un fonds d'urgence pour la protection sociale des plus démunis, en faveur d'un objectif de long terme ambitieux, visant le 1,5°C d'augmentation des températures par rapport à l'ère préindustrielle comme seuil maximal à ne pas dépasser.** Très ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les AOSIS se sont engagés, lors de la COP22 à Marrakech, à relever leur ambition avant 2020 et à atteindre au plus vite 100 % d'énergies renouvelables dans leur mix énergétique.

Les îles Fidji à la COP 23

Le Gouvernement de Fidji a présidé la 23^e conférence sur les changements climatiques. Cette édition met les pays plus vulnérables sur le devant de la scène. Le Premier ministre Voreqe Bainimarama a accordé une haute priorité à la COP23 et s'est fixé pour objectif de poursuivre la dynamique de l'action créée depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat l'année dernière.

La région dans son ensemble est très vulnérable aux répercussions du changement climatique (l'archipel comprend des **atolls de faible altitude, qui sont fortement assujettis aux cyclones et aux inondations**). La *London School of Economics* estime que sur les de 10 millions de personnes qui vivent sur les Îles Pacifiques, jusqu'à 1.7 millions pourraient être déplacées d'ici 2050 à cause du changement climatique. **Fidji, comme tous les États insulaires du Pacifique, se confronte aux défis posés par la mise en oeuvre des politiques gouvernementales à cause de ses capacités techniques, humaines et financières limitées.** Le changement climatique fait monter le niveau de la mer de 6 millimètres par an. Par endroits, la salinisation rend les terres agricoles côtières incultivables, les inondations se multiplient. Et certains villages de pêcheurs ont d'ores et déjà été relocalisés vers l'intérieur des terres.

La priorité est donnée au soutien à l'adaptation et au renforcement de la résilience, en particulier pour les **régions les plus vulnérables. La lutte contre la vulnérabilité est donc une préoccupation majeure pour le pays. Les îles Fidji sont d'ailleurs membres du Forum de la vulnérabilité climatique.**

COP23: le président fidjien lance «un appel au monde» pour agir

« Notre demande collective au monde est qu'il maintienne le cap fixé à Paris » avec l'accord adopté fin 2015 contre le réchauffement planétaire, a dit le Premier ministre fidjien et président de la COP23, Frank Bainimarama, lors de la cérémonie d'ouverture. « *Le besoin d'agir urgemment est évident. Notre monde souffre d'événements extrêmes provoqués par le changement climatique. Notre responsabilité en tant que dirigeants est de répondre à cette souffrance, nous ne devons pas décevoir nos peuples (...) Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour faire marcher l'accord de Paris* », a-t-il insisté. « C'est notre moment de vérité », a-t-il encore dit, ajoutant : « *nous sommes tous dans le même canoë* ».

D'après *Le Figaro*, 6 novembre 2017

En partenariat avec la présidence fidjienne de la COP 23, une initiative spéciale visant à protéger les habitants des petits États insulaires en développement (PEID) contre les effets du changement climatique sur la santé a été lancée par l'Organisation mondiale de la Santé, en collaboration avec le secrétariat de l'ONU Changements Climatiques. Le but d'ici 2030 : que tous les petits États insulaires en développement aient des **systèmes de santé résilients face au changement climatique** et que les pays du monde entier aient réduit leurs émissions de carbone pour protéger les plus vulnérables des risques climatiques, et au bénéfice de la santé des citoyens des pays émetteurs.

« Nous, aux Fidji, savons très bien que les changements climatiques constituent une menace sérieuse pour la santé de notre peuple, et je suis ravi que nous lancions cette initiative - en partenariat avec l'OMS et la CCNUCC – afin de mieux préparer les petits États insulaires comme le nôtre, avec les connaissances, les ressources et la technologie que nous avons pour accroître la résilience de leurs systèmes de santé, et dans le cadre d'efforts plus importants d'adaptation au changement climatique », a déclaré le Premier ministre fidjien et président de la COP23, Frank Bainimarama.

Mais il y a un point noir - et il est d'importance pour les îles Fidji - au bilan de cette COP 23, c'est le **manque de financements pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique en faveur des pays les plus vulnérables**. *«Il y a un goût d'inachevé en cette fin de COP pour les populations du Sud, alors que la présidence fidjienne s'est heurtée pendant ces deux semaines au manque de volonté des gouvernements à avancer sur la question des financements»*, déplore Lucile Dufour du Réseau Action Climat.